



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



Les Comptes de l'Etat 2007






Les comptes de l'Etat en 2007

La dynamique de la réforme amplifiée
en 2007

La France au premier plan des
réformes dans le monde



Les chiffres clés 2007

AU BILAN :

Total actif : 555 Milliards €

Dont immobilisations corporelles: 231 Milliards €

Dont immobilisations financières: 183 Milliards €

Total passif : 1 212 Milliards €

Dont dette financière: 946 Milliards €

AU COMPTE DE RESULTAT :

Total produits régaliens nets : 268 Milliards €

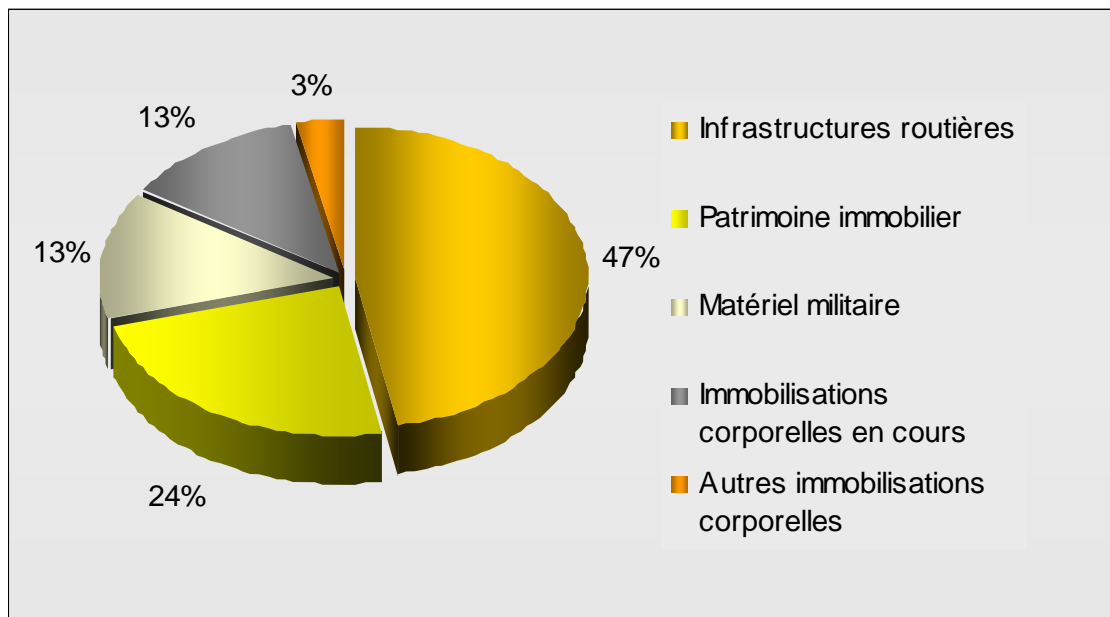
Total charges nettes : 309 Milliards €

Résultat patrimonial : - 41 Milliards €

Le Bilan de l'Etat en 2007

Une vision fiabilisée et élargie du patrimoine et des engagements de l'Etat

Des investissements significatifs afin de maintenir en état le patrimoine diversifié de l'Etat et d'améliorer la qualité du service public



- Le patrimoine de l'Etat comprend notamment des **actifs très spécifiques** à l'activité de l'Etat, et qui ont un **caractère stratégique**, tels que :
 - les routes (111 Mds€)
 - les équipements militaires en service (31 Mds €)

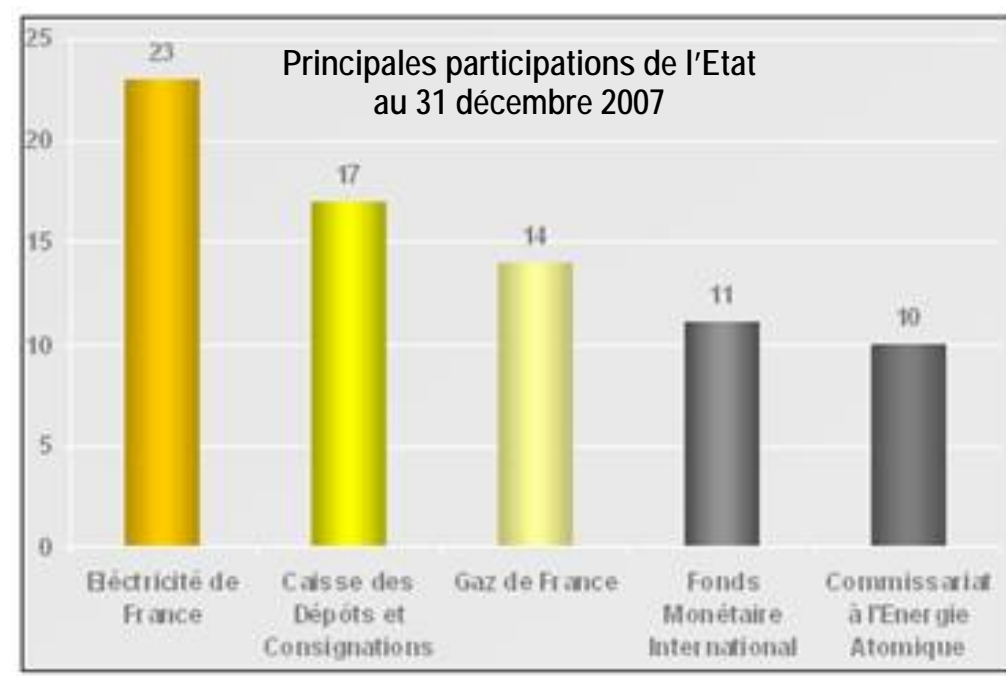
- Les **investissements** de l'année : **12 Mds €**, consacrés notamment à :
 - La rénovation du parc immobilier de l'Etat et les mises en service des infrastructures routières
 - Des opérations d'armement, comme le programme de frégates Horizon ou l'avion de combat Rafale

Le Bilan de l'Etat en 2007

Une vision fiabilisée et élargie du patrimoine et des engagements de l'Etat

Une gestion performante des participations de l'Etat

- L'Etat détient des « participations » dans près de **1 000 entités** (contrôlées ou non), soit un montant de **159 milliards €**. La très grande majorité de ces entités sont des opérateurs des politiques de l'Etat.
- L'augmentation de **14 milliards €** par rapport au 31 décembre 2006 s'explique par les **bons résultats des entités** concernées.
- Les dividendes versés à l'Etat sur l'exercice représentent 8,7 milliards €.

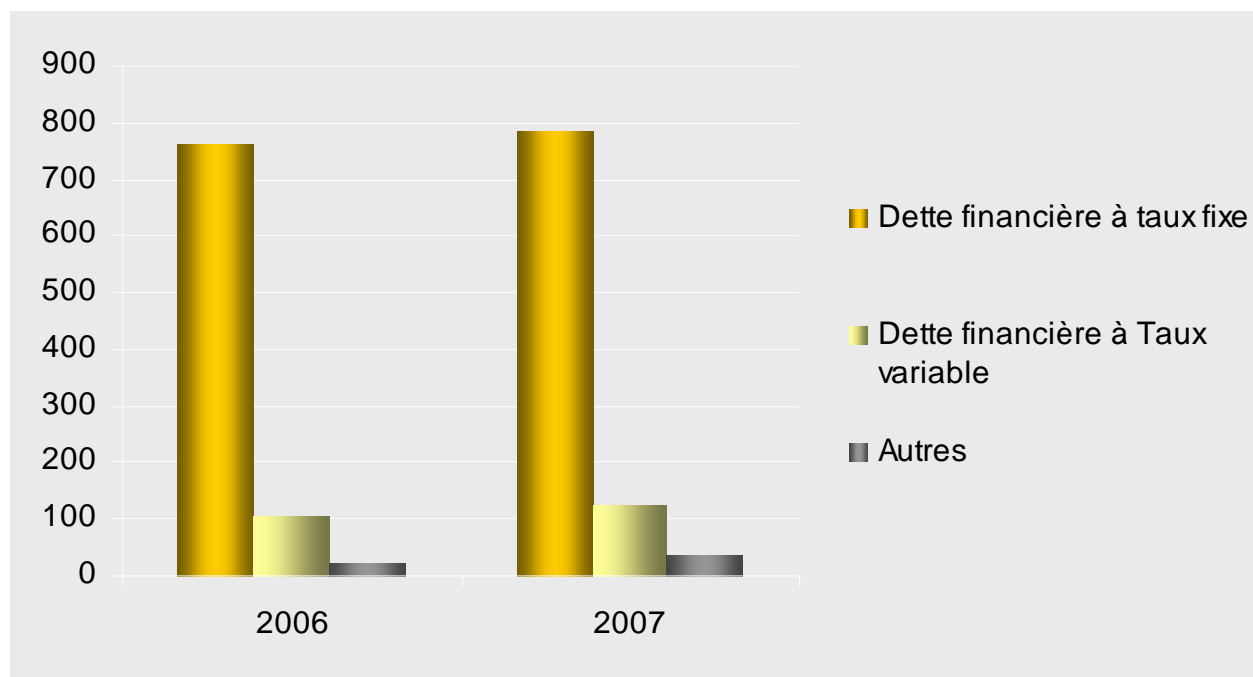


(valeurs d'équivalence)

Le Bilan de l'Etat en 2007

Une vision fiabilisée et élargie du patrimoine et des engagements de l'Etat

Une augmentation du financement des activités de l'Etat majoritairement par l'émission de titres à taux fixes, non soumis aux aléas du marché



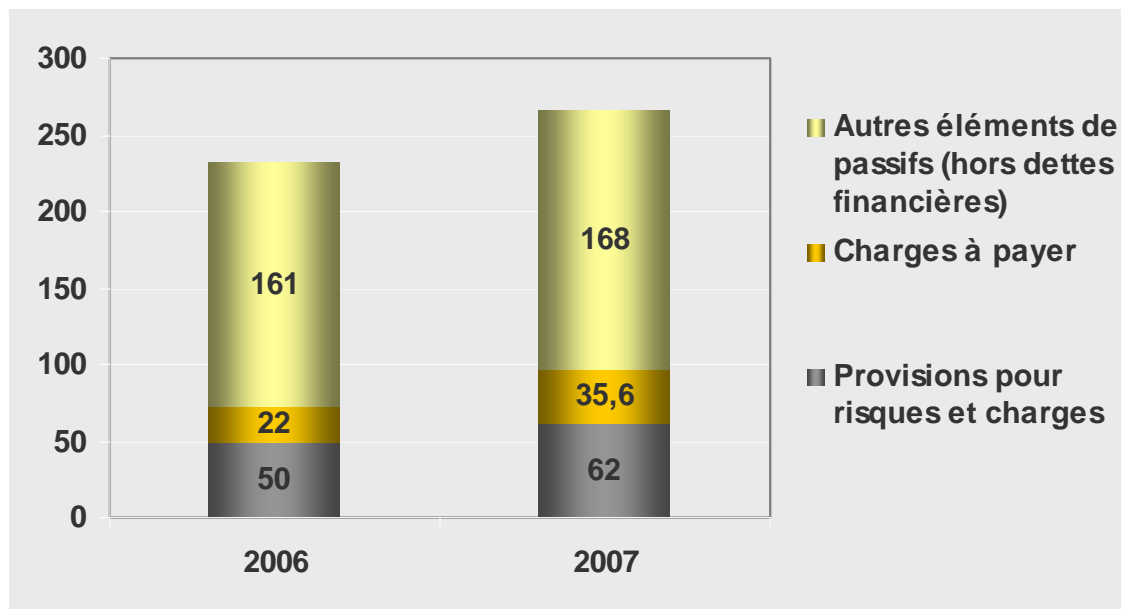
La **dette financière** de l'Etat s'élève à près de **946 Milliards €** au 31 décembre 2007, en augmentation de 6% par rapport au 31 décembre 2006.

Les moyens de financement des activités de l'Etat recensés au 31 décembre 2007 sont principalement constitués d'obligations et de bons du Trésor. **Ces titres sont à 84% des titres à taux fixe.**

Le Bilan de l'Etat en 2007

Une vision fiabilisée et élargie du patrimoine et des engagements de l'Etat

Un recensement élargi des engagements de l'Etat permettant une meilleure maîtrise des charges futures



Augmentation des charges à payer (+62%) par rapport au 31 décembre 2006 liée principalement au **recensement élargi des crédits de TVA reportables**

L'augmentation des provisions pour risques et charges (+24%) est expliquée par une extension du recensement. Les principales provisions concernent par exemple :

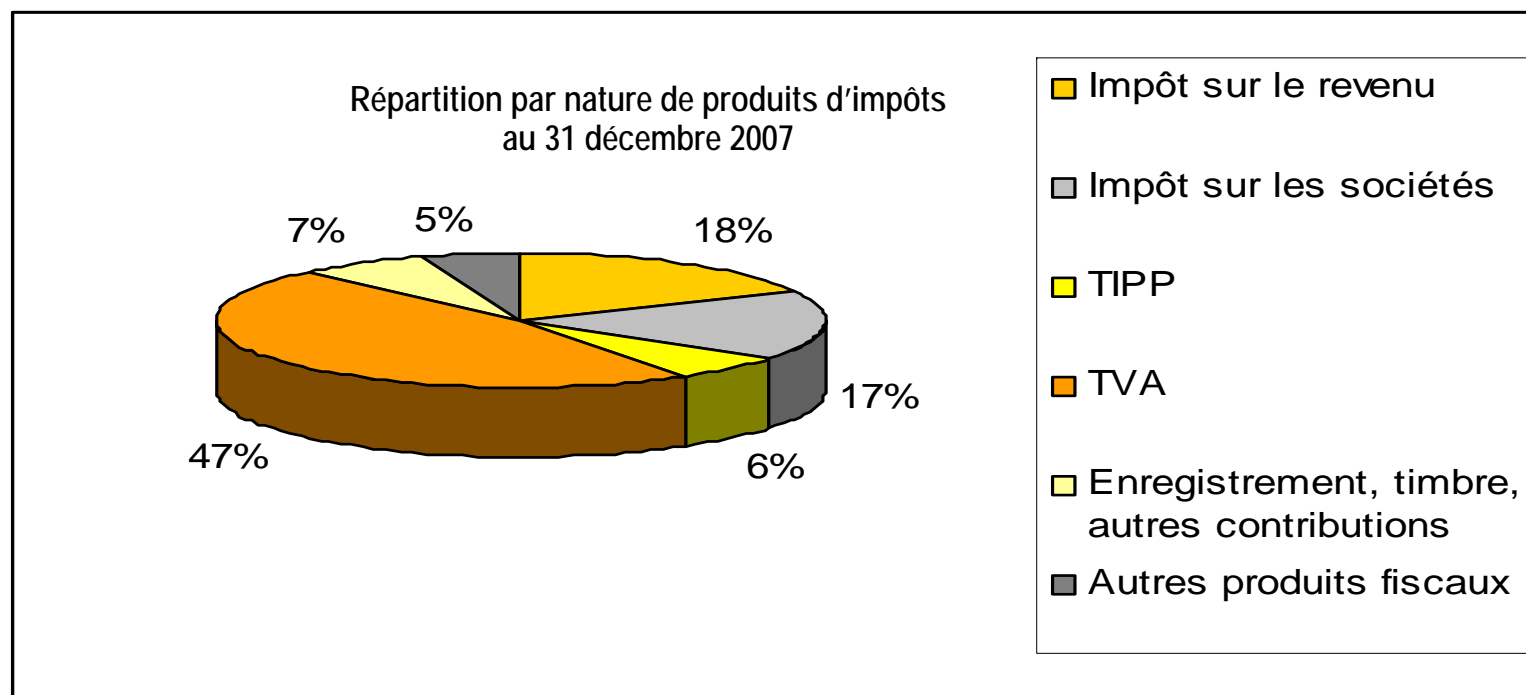
- les primes des Comptes Épargne Logement (CEL) et Plan Épargne Logement (PEL) et les majorations de rentes viagères
- la contribution restant à la charge de la France au titre du 9ème FED

Le compte de résultat 2007

Le résultat de l'activité de l'Etat en 2007

Les produits fiscaux en 2007 se sont bien tenus en dépit d'une conjoncture internationale moins favorable.

- Les produits fiscaux nets s'élèvent à 277 Milliards €. La TVA reste le principal impôt et représente 47% des produits fiscaux.
- Leur diminution est limitée (2% par rapport à 2006) dans un contexte de financement de la décentralisation, de la Sécurité sociale et de la réforme de l'IR.

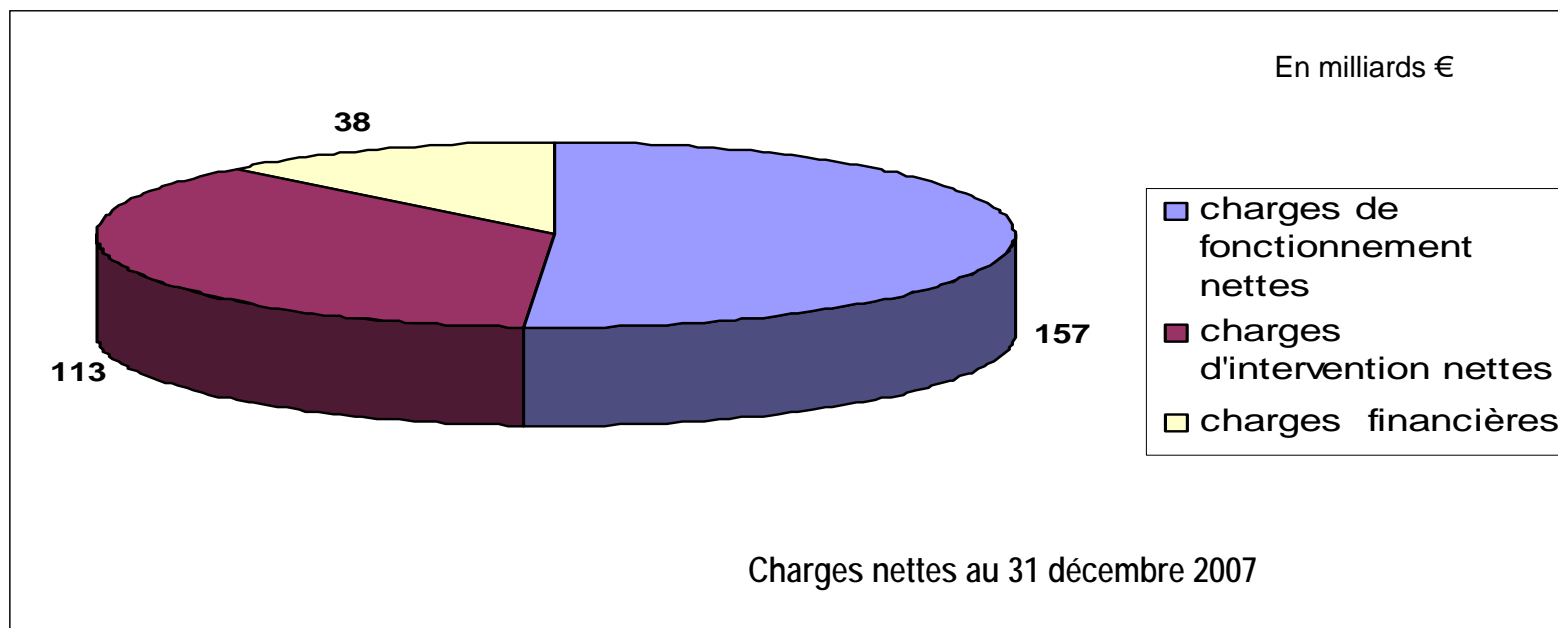


Le compte de résultat 2007

Le résultat de l'activité de l'Etat en 2007

Les charges nettes s'élèvent en 2007 à 309 milliards et restent maîtrisées (+ 2,3 %).

- La réduction des produits de cession entre 2006 et 2007 explique l'essentiel de la progression de 7 milliards des charges nettes entre 2006 et 2007.






Les comptes de l'Etat en 2007

La dynamique de la réforme amplifiée
en 2007

La France au premier plan des
réformes dans le monde



La dynamique de la réforme comptable amplifiée en 2007

La dynamique de la réforme comptable initiée par le vote de la LOLF en 2001 s'est amplifiée en 2007 :

- des travaux importants ont été réalisés sur le réseau routier, le parc immobilier et les actifs militaires pour encore améliorer la transparence des finances publiques,
- les gestionnaires ont pu améliorer les conditions de suivi des biens immobiliers et développer la politique immobilière de l'Etat (vente de certains bâtiments, optimisation de l'occupation, modernisation de l'entretien,...),
- des actions ont été menées pour clarifier les engagements de l'Etat auprès de ses partenaires dans le cadre des dispositifs d'intervention,
- les comptes de l'Assemblée nationale et du Sénat ont été intégrés pour la première fois dans les comptes de l'Etat.

La dynamique de la réforme comptable amplifiée en 2007

Le développement du contrôle interne constitue un élément central de l'action de l'Etat. Cet investissement traduit la volonté de l'Etat d'intégrer dans sa culture les meilleures pratiques du privé (dont la LSF)

- Le contrôle interne participe à une meilleure appréhension et gestion des risques au sein de l'Etat,
- Le renforcement des audits comptables et financiers en partenariat avec les ministères (20 réalisés avec notamment Défense, Justice, Intérieur, Agriculture, MEDAD...)
- Le contrôle interne est un facteur donnant de la confiance aux partenaires de l'Etat, privés ou publics, sur la qualité des comptes publics,
- Le développement du contrôle interne participe à la démarche d'optimisation des processus, par exemple, au travers de l'amélioration du circuit de traitement des factures (services facturiers).

La dynamique de la réforme comptable amplifiée en 2007

Les comptes de l'Etat ont été certifiés avec 12 réserves (contre 13 en 2006). La dynamique de la réforme se poursuivra en 2008.


- L'amplification de la dynamique de la réforme a permis à l'Etat de tenir l'essentiel de ses engagements auprès de la Cour des comptes. Sur l'ensemble des réserves, des améliorations importantes ont été constatées.
- La diminution du nombre de réserves (12 réserves, dont 9 substantielles contre 13 substantielles l'année dernière) est la traduction concrète des travaux menés par l'Etat pour améliorer chaque année la transparence et la qualité des comptes.
- Cette démarche est pluriannuelle. La dynamique se poursuivra en 2008 notamment au travers de la création de comités d'audit dans plusieurs ministères, de la refonte des systèmes d'information financiers de l'Etat ou encore le renforcement du pilotage des comptes grâce notamment à la création de la DGFIP.



Les comptes de l'Etat en 2007

La dynamique de la réforme amplifiée
en 2007

La France au premier plan des
réformes dans le monde



La France au premier plan des réformes dans le monde

En mettant en œuvre la réforme comptable, accompagnée d'une certification avec 12 réserves, la France s'est hissée au premier plan des réformes dans le monde.

- En adoptant une comptabilité patrimoniale, la France rejoint les Etats précurseurs (Australie, Canada, Etats-Unis, Royaume Uni) des réformes comptables. La France occupe une place privilégiée au sein de l'Union européenne.
- L'analyse des expériences passées de ces Etats montre que le processus de réforme comptable est nécessairement pluriannuel. En adoptant une trajectoire, la France s'inscrit tout à fait dans cette logique.

La France au premier plan des réformes dans le monde

Comme à l'étranger, la réforme dépasse le seul cadre comptable, elle participe pleinement à la modernisation de l'Etat.

- Comme le montrent les expériences à l'étranger, l'impact de la réforme va au-delà de la seule tenue des comptes, elle consiste aussi à donner aux décideurs publics des outils de pilotage performants afin de mesurer, suivre et évaluer les actions.
- Il s'agit de la même démarche qui est mise en œuvre par l'Etat. En effet, un bon système de pilotage repose d'abord sur la qualité des informations comptables.